

INTERNATIONAL TRIBUNAL FOR THE LAW OF THE SEA

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

THE “ARA LIBERTAD” CASE
(ARGENTINA *v.* GHANA)
List of cases: No. 20

PROVISIONAL MEASURES

ORDER OF 15 DECEMBER 2012

2012

TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE DE L’« ARA LIBERTAD »
(ARGENTINE *c.* GHANA)
Rôle des affaires : No. 20

MESURES CONSERVATOIRES

ORDONNANCE DU 15 DECEMBRE 2012

Official citation:

*“ARA Libertad” (Argentina v. Ghana), Provisional Measures,
Order of 15 December 2012, ITLOS Reports 2012, p. 332*

Mode officiel de citation :

*« ARA Libertad » (Argentine c. Ghana), mesures conservatoires,
ordonnance du 15 décembre 2012, TIDM Recueil 2012, p. 332*

15 DECEMBER 2012
ORDER

**THE “ARA LIBERTAD” CASE
(ARGENTINA v. GHANA)**

PROVISIONAL MEASURES

**AFFAIRE DE L’« ARA LIBERTAD »
(ARGENTINE c. GHANA)**

MESURES CONSERVATOIRES

15 DÉCEMBRE 2012
ORDONNANCE

TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER



ANNÉE 2012

Le 15 décembre 2012

Rôle des affaires :

No. 20

AFFAIRE DE L'« ARA LIBERTAD »

(ARGENTINE c. GHANA)

Demande en prescription de mesures conservatoires

ORDONNANCE

Présents : M. YANAI, *Président* ; M. HOFFMANN, *Vice-Président* ;
MM. CHANDRASEKHARA RAO, AKL, WOLFRUM, NDIAYE, JESUS,
COT, LUCKY, PAWLAK, TÜRK, KATEKA, GAO, BOUGUETAIA,
GOLITSYN, PAIK, *juges*, Mme KELLY, *juge*, MM. ATTARD, KULYK,
juges ; M. MENSAH, *juge ad hoc* ; M. GAUTIER, *Greffier*.

LE TRIBUNAL,

ainsi composé,

après délibéré en chambre du conseil,

Vu l'article 290 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ci-après dénommée « la Convention ») et les articles 21, 25 et 27 du Statut du Tribunal (ci-après dénommé « le Statut »),

Vu les articles 89 et 90 du Règlement du Tribunal (ci-après dénommé « le Règlement »),

INTERNATIONAL TRIBUNAL FOR THE LAW OF THE SEA



YEAR 2012

15 December 2012

List of cases:
No. 20

THE “ARA LIBERTAD” CASE

(ARGENTINA *v.* GHANA)

Request for the prescription of provisional measures

ORDER

Present: President YANAI; Vice-President HOFFMANN; Judges CHANDRA-SEKHARA RAO, AKL, WOLFRUM, NDIAYE, JESUS, COT, LUCKY, PAWLAK, TÜRK, KATEKA, GAO, BOUGUETAIA, GOLITSYN, PAIK, KELLY, ATTARD, KULYK; *Judge ad hoc* MENSAH; *Registrar* GAUTIER.

THE TRIBUNAL,

composed as above,

after deliberation,

Having regard to article 290 of the United Nations Convention on the Law of the Sea (hereinafter “the Convention”) and articles 21, 25 and 27 of the Statute of the Tribunal (hereinafter “the Statute”),

Having regard to articles 89 and 90 of the Rules of the Tribunal (hereinafter “the Rules”),

Vu que la République argentine (ci-après dénommée « l'Argentine ») et la République du Ghana (ci-après dénommée « le Ghana ») sont des Etats Parties à la Convention,

Vu que l'Argentine et le Ghana n'ont pas accepté la même procédure pour le règlement des différends en application de l'article 287 de la Convention et sont par conséquent réputés avoir accepté la procédure d'arbitrage prévue à l'annexe VII de la Convention,

Vu la notification et l'exposé des conclusions datés du 29 octobre 2012 et transmis par l'Argentine au Ghana le 30 octobre 2012, introduisant une procédure arbitrale en vertu de l'annexe VII de la Convention dans un différend relatif à « l'immobilisation par le Ghana [...] de la frégate «ARA Libertad» », qui est un navire de guerre argentin,

Vu la demande de mesures conservatoires qui figure dans l'exposé des conclusions adressé au Ghana par l'Argentine, en attendant la constitution d'un tribunal arbitral conformément à l'annexe VII de la Convention,

Rend l'ordonnance suivante :

1. *Considérant* que, le 14 novembre 2012, l'Argentine a soumis au Tribunal une demande en prescription de mesures conservatoires conformément à l'article 290, paragraphe 5, de la Convention, dans un différend relatif à « l'immobilisation par le Ghana de la frégate "ARA Libertad" », qui est un navire de guerre ;
2. *Considérant* que, dans une lettre du 9 novembre 2012 adressée au Greffier et parvenue au Greffe le 14 novembre 2012, le Ministre des affaires étrangères et du culte de la République argentine a informé le Tribunal de la nomination de Mme Susana Ruiz Cerutti, conseillère juridique du Ministère des affaires étrangères et du culte, comme agent de l'Argentine et de celle de M. Horacio A. Basabe, chef de la Direction de l'aide juridique internationale au Ministère des affaires étrangères et du culte, comme co-agent de l'Argentine ;
3. *Considérant* que, le 14 novembre 2012, une copie certifiée conforme de la demande a été transmise par le Greffier au Ministre des affaires étrangères et de l'intégration régionale du Ghana, et qu'une autre copie certifiée conforme a été transmise à l'ambassadeur du Ghana en Allemagne ;
4. *Considérant* que, en application de l'Accord sur la coopération et les relations entre l'Organisation des Nations Unies et le Tribunal international du droit de la mer du 18 décembre 1997, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a été informé de la demande par lettre du Greffier du 14 novembre 2012 ;

Having regard to the fact that the Argentine Republic (hereinafter “Argentina”) and the Republic of Ghana (hereinafter “Ghana”) are States Parties to the Convention,

Having regard to the fact that Argentina and Ghana have not accepted the same procedure for the settlement of disputes in accordance with article 287 of the Convention and are therefore deemed to have accepted arbitration in accordance with Annex VII to the Convention,

Having regard to the Notification and Statement of Claims dated 29 October 2012 and submitted by Argentina to Ghana on 30 October 2012 instituting arbitral proceedings under Annex VII to the Convention in a dispute concerning the “detention by Ghana [...] of the warship ‘ARA Fragata Libertad’” of Argentina,

Having regard to the request for provisional measures contained in the Statement of Claims submitted by Argentina to Ghana pending the constitution of an arbitral tribunal under Annex VII to the Convention,

Makes the following Order:

1. *Whereas*, on 14 November 2012, Argentina filed with the Tribunal a Request for the prescription of provisional measures under article 290, paragraph 5, of the Convention in a dispute concerning the “detention by Ghana [...] of the warship ‘ARA Fragata Libertad’”;

2. *Whereas*, in a letter dated 9 November 2012 addressed to the Registrar and received in the Registry on 14 November 2012, the Minister of Foreign Affairs and Worship of the Argentine Republic notified the Tribunal of the appointment of Ms Susana Ruiz Cerutti, Legal Adviser of the Ministry of Foreign Affairs and Worship, as Agent for Argentina, and Mr Horacio A. Basabe, Head of the Direction of International Legal Assistance of the Ministry of Foreign Affairs and Worship, as Co-Agent for Argentina;

3. *Whereas*, on 14 November 2012, a certified copy of the Request was transmitted by the Registrar to the Minister for Foreign Affairs and Regional Integration of Ghana, and a further certified copy was transmitted to the Ambassador of Ghana to Germany;

4. *Whereas*, pursuant to the Agreement on Cooperation and Relationship between the United Nations and the International Tribunal for the Law of the Sea of 18 December 1997, the Secretary-General of the United Nations was notified of the Request by a letter from the Registrar dated 14 November 2012;

5. *Considérant* que, le 16 novembre 2012, le Président, par téléconférence avec l'agent de l'Argentine et le ministre conseiller de l'ambassade du Ghana en Allemagne, s'est renseigné auprès des Parties concernant la procédure à suivre au cours de l'audience, conformément à l'article 73 du Règlement ;

6. *Considérant* que, en application de l'article 90, paragraphe 2, du Règlement, le Président a, par ordonnance du 20 novembre 2012 notifiée aux Parties le même jour, fixé au 29 novembre 2012 la date d'ouverture de l'audience ;

7. *Considérant* que, conformément à l'article 24, paragraphe 3, du Statut, le Greffier a notifié la demande aux Etats Parties à la Convention par note verbale du 20 novembre 2012 ;

8. *Considérant* que, dans la demande en prescription de mesures conservatoires, l'Argentine a sollicité du Président « qu'il invite d'urgence les Parties à agir de manière que toute ordonnance du Tribunal sur la demande en prescription de la mesure conservatoire puisse avoir les effets voulus, comme le prévoit l'article 90 du Règlement du Tribunal » ;

9. *Considérant* que le Président a invité les Parties par lettre du 20 novembre 2012, conformément à l'article 90, paragraphe 4, du Règlement, à « éviter de prendre toute mesure de nature à empêcher que toute ordonnance que le Tribunal pourrait rendre sur la demande en prescription de mesures conservatoires ait les effets voulus » ;

10. *Considérant* que, par lettre du 22 novembre 2012, le Ministre adjoint des affaires étrangères et de l'intégration régionale du Ghana a informé le Greffier de la nomination de M. Anthony Gyambiby, procureur général adjoint et Vice-ministre de la justice, en tant qu'agent du Ghana, de M. Ebenezer Appreku, directeur du Bureau des affaires juridiques et consulaires du Ministère des affaires étrangères et de l'intégration régionale, et de Mme Amma Gaisie, Solicitor-General, en tant que co-agents du Ghana ;

11. *Considérant* que, le Tribunal ne comprenant pas de membre de nationalité ghanéenne, le Ministre adjoint des affaires étrangères et de l'intégration régionale du Ghana, en application de l'article 17, paragraphe 3, du Statut, a informé le Greffier par lettre du 22 novembre 2012 que le Ghana avait désigné M. Thomas A. Mensah pour siéger en qualité de juge *ad hoc* en la présente affaire, lettre dont copie a été transmise à l'Argentine le 23 novembre 2012 ;

12. *Considérant* qu'aucune objection n'ayant été soulevée par l'Argentine à la désignation de M. Mensah comme juge *ad hoc* et le Tribunal n'en ayant opposé aucune, M. Mensah a été admis à participer à l'instance en qualité de juge *ad hoc* après avoir fait la déclaration solennelle requise par l'article 9 du Règlement, lors d'une audience publique du Tribunal tenue le 28 novembre 2012 ;

5. *Whereas*, on 16 November 2012, the President, by telephone conference with the Agent of Argentina and the Minister-Counselor of the Embassy of Ghana in Germany, ascertained the views of the Parties regarding the procedure for the hearing in accordance with article 73 of the Rules;

6. *Whereas*, pursuant to article 90, paragraph 2, of the Rules, the President, by Order dated 20 November 2012, fixed 29 November 2012 as the date for the opening of the hearing, notice of which was communicated to the Parties on 20 November 2012;

7. *Whereas* States Parties to the Convention were notified of the Request, in accordance with article 24, paragraph 3, of the Statute, by a note verbale from the Registrar dated 20 November 2012;

8. *Whereas*, in the Request for the prescription of provisional measures, Argentina requested the President to “urgently call upon the Parties to act in such a way as will enable any order the Tribunal may make on the request for the provisional measure to have its appropriate effects, as established by Article 90 of the Rules of the Tribunal”;

9. *Whereas*, on 20 November 2012, the President addressed a letter to both Parties calling upon them, in conformity with article 90, paragraph 4, of the Rules, “to avoid taking any measures which might hinder any order the Tribunal may make on the Request for provisional measures to have its appropriate effects”;

10. *Whereas*, by letter dated 22 November 2012, the Deputy Minister for Foreign Affairs and Regional Integration of Ghana notified the Registrar of the appointment of Mr Anthony Gyambiby, Deputy Attorney-General and Deputy Minister for Justice, as Agent for Ghana, and of Mr Ebenezer Appreku, Director/Legal and Consular Bureau, Ministry of Foreign Affairs and Regional Integration, and Ms Amma Gaisie, Solicitor-General, as Co-Agents for Ghana;

11. *Whereas*, since the Tribunal did not include upon the bench a judge of the nationality of Ghana, the Deputy Minister for Foreign Affairs and Regional Integration of Ghana, pursuant to article 17, paragraph 3, of the Statute, informed the Registrar by letter dated 22 November 2012 that Ghana had chosen Mr Thomas A. Mensah to sit as judge *ad hoc* in this case, a copy of which was transmitted to Argentina on 23 November 2012;

12. *Whereas*, since no objection to the choice of Mr Mensah as judge *ad hoc* was raised by Argentina, and no objection appeared to the Tribunal itself, Mr Mensah was admitted to participate in the proceedings as judge *ad hoc* after having made the solemn declaration required under article 9 of the Rules at a public sitting of the Tribunal held on 28 November 2012;

13. *Considérant* que, le 27 novembre 2012, l'Argentine a présenté au Tribunal un document supplémentaire dans lequel figure la « Requête aux fins de délivrance d'un mandat de dépôt pour outrage au tribunal (order 50, rule 1) », émise par la Superior Court of Judicature de la High Court of Justice (Division commerciale), Accra, à l'encontre du commandant de l'*ARA Libertad*, dont copie a été transmise au Ghana le même jour ;

14. *Considérant* que, le 28 novembre 2012, le Ghana a déposé auprès du Tribunal son exposé en réponse, dont une copie certifiée conforme a été transmise le même jour par porteur et par voie électronique à l'agent de l'Argentine ;

15. *Considérant* que, en application du paragraphe 14 des Lignes directrices concernant la préparation et la présentation des affaires dont le Tribunal est saisi, des informations ont été communiquées au Tribunal par l'Argentine les 27 et 28 novembre 2012 et par le Ghana le 28 novembre 2012 ;

16. *Considérant* que, conformément à l'article 68 du Règlement, le Tribunal a tenu des délibérations initiales le 28 novembre 2012 au sujet des pièces de procédure écrite et de la conduite de l'affaire ;

17. *Considérant* que, le 28 novembre 2012, conformément à l'article 45 du Règlement, le Président a tenu des consultations avec l'agent de l'Argentine et le co-agent du Ghana au sujet de questions de procédure et leur a transmis une demande du Tribunal en application de l'article 76, paragraphe 1, du Règlement, visant à « recevoir des parties des renseignements précis sur la situation actuelle du navire et de son équipage, y compris le type d'assistance (par exemple eau, carburant, nourriture) fournie au navire » ;

18. *Considérant* que, en application de l'article 67, paragraphe 2, du Règlement, des copies de la demande et de l'exposé en réponse ainsi que des documents annexés ont été rendues accessibles au public à la date d'ouverture de la procédure orale ;

19. *Considérant* que, au cours de quatre audiences publiques tenues les 29 et 30 novembre 2012, le Tribunal a entendu les déclarations des représentants ci-après des parties :

Pour l'Argentine : Mme Susana Ruiz Cerutti, conseillère juridique, Ministère des affaires étrangères et du culte,

agent,

M. Marcelo G. Kohen, professeur de droit international, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, membre associé de l'Institut de droit international,

13. *Whereas*, on 27 November 2012, Argentina submitted to the Tribunal an additional document containing the “Motion on Notice for an Order for Committal for Contempt Order 50, Rule 1”, issued by the Superior Court of Judicature in the High Court of Justice (Commercial Division), Accra, against the Commander of the *ARA Libertad*, a copy of which was transmitted to Ghana on the same day;

14. *Whereas*, on 28 November 2012, Ghana filed with the Tribunal its Response, a certified copy of which was transmitted by bearer and electronically to the Agent of Argentina on the same day;

15. *Whereas*, pursuant to paragraph 14 of the Guidelines concerning the Preparation and Presentation of Cases before the Tribunal, materials were submitted to the Tribunal by Argentina on 27 and 28 November 2012 and by Ghana on 28 November 2012;

16. *Whereas*, in accordance with article 68 of the Rules, the Tribunal held initial deliberations on 28 November 2012 concerning the written pleadings and the conduct of the case;

17. *Whereas*, on 28 November 2012, in accordance with article 45 of the Rules, the President held consultations with the Agent of Argentina and the Co-Agent of Ghana with regard to questions of procedure and transmitted to them a request of the Tribunal pursuant to article 76, paragraph 1, of the Rules, to “receive from both parties precise information on the current situation of the vessel and its crew, including the type of assistance (e.g. water, fuel, food) provided to the vessel”;

18. *Whereas*, pursuant to article 67, paragraph 2, of the Rules, copies of the Request and the Response and the documents annexed thereto were made accessible to the public on the date of the opening of the oral proceedings;

19. *Whereas* oral statements were presented at four public sittings held on 29 and 30 November 2012 by the following:

On behalf of Argentina: Ms Susana Ruiz Cerutti, Legal Adviser, Ministry of Foreign Affairs and Worship,

as Agent,

Mr Marcelo G. Kohen, Professor of International Law, Graduate Institute of International and Development Studies, Geneva, Associate Member of the Institut de droit international,

M. Gerhard Hafner, professeur de droit international, membre de l'Institut de droit international

conseils et avocats ;

Pour le Ghana : M. Ebenezer Appreku, directeur du bureau des affaires juridiques et consulaires, conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères et de l'intégration régionale de la République du Ghana, Accra,

co-agent et conseil ;

M. Philippe Sands QC, membre du barreau de l'Angleterre et du Pays de Galles, professeur de droit international, University College of London, Londres, Royaume-Uni,

Mme Anjolie Singh, membre du barreau de l'Inde,

Mme Michelle Butler, membre du barreau de l'Angleterre et du Pays de Galles,

conseils et avocats ;

20. *Considérant* que, au cours de la procédure orale, un certain nombre de pièces, dont des photographies et des extraits de documents, ont été projetées par les Parties sur des moniteurs vidéo ;

21. *Considérant* que, au cours de la procédure orale, le 29 novembre 2012, le Ghana a soumis des documents supplémentaires au Tribunal, à savoir une lettre datée du 27 novembre 2012 adressée par l'autorité des ports du Ghana (*Ghana Ports and Harbours Authority*) au Conseil du Ghana, une lettre du 19 novembre 2012 adressée par le directeur financier du port de Tema au directeur du port, deux attestations sous serment du directeur par intérim du port de Tema et un plan du port de Tema, dont des copies ont été transmises à l'Argentine le même jour ;

22. *Considérant* que, au cours de la procédure orale, le 30 novembre 2012, l'Argentine a présenté des documents supplémentaires au Tribunal, à savoir une attestation sous serment du commandant de l'*ARA Libertad* et une attestation sous serment de l'ambassadrice de la République argentine au Nigéria, également accréditée auprès du Ghana, dont des copies ont été transmises au Ghana le même jour ;

Mr Gerhard Hafner, Professor of International Law,
Member of the Institut de droit international,

as Counsel and Advocates;

On behalf of Ghana:

Mr Ebenezer Appreku, Director/Legal & Consular
Bureau, Legal Adviser, Ministry of Foreign Affairs and
Regional Integration of the Republic of Ghana,
Accra,

as Co-Agent and Counsel,

Mr Philippe Sands QC, Member of the Bar of England
and Wales, Professor of International Law, University
College of London, London, United Kingdom,

Ms Anjolie Singh, Member of the Indian Bar,

Ms Michelle Butler, Member of the Bar of England
and Wales,

as Counsel and Advocates;

20. *Whereas*, in the course of the oral proceedings, a number of exhibits, including photographs and extracts from documents, were displayed by the Parties on video monitors;

21. *Whereas*, during the oral proceedings, on 29 November 2012, Ghana submitted additional documents to the Tribunal, consisting of a letter dated 27 November 2012 from the Ghana Ports and Harbours Authority addressed to Counsel of Ghana, a letter dated 19 November 2012 from the Financial Manager of Tema Port addressed to the Port Director, two affidavits of the Acting Director of Tema Port and a plan of Tema Port, copies of which were transmitted to Argentina on the same day;

22. *Whereas*, during the oral proceedings, on 30 November 2012, Argentina submitted additional documents to the Tribunal, consisting of an affidavit of the Commander of the *ARA Libertad* and an affidavit of the Ambassador of the Argentine Republic to Nigeria, concurrently accredited to Ghana, copies of which were transmitted to Ghana on the same day;

23. *Considérant* que, après la clôture de la procédure orale, le 30 novembre 2012, le Ghana a présenté au Tribunal un document supplémentaire auquel il avait fait référence pendant l'audience le même jour ;

24. *Considérant* qu'une copie du document supplémentaire présenté par le Ghana a été transmise à l'Argentine le même jour, et que l'Argentine, par lettre du 3 décembre 2012, invoquant l'article 90, paragraphe 3, du Règlement, a prié le Tribunal de décider que « le document soumis par le Ghana après la clôture de l'audience ne doit pas être considéré comme faisant partie du dossier de l'affaire » ;

25. *Considérant* que le Tribunal, le 3 décembre 2012, a décidé en application de l'article 90, paragraphe 3, du Règlement, que le document présenté par le Ghana le 30 novembre 2012 après la clôture de l'audience ne serait pas considéré comme faisant partie des pièces de procédure de la présente affaire et que les Parties ont été toutes deux informées de cette décision le même jour ;

* * *

26. *Considérant* que l'Argentine, dans sa notification et son exposé des conclusions du 29 octobre 2012, a demandé que le tribunal arbitral devant être constitué conformément à l'annexe VII (ci-après dénommé « le tribunal arbitral prévu à l'annexe VII ») :

déclare que la République du Ghana, en immobilisant la frégate *ARA Libertad*, qui est un navire de guerre, en la maintenant immobilisée, en n'autorisant pas son ravitaillement en carburant et en adoptant plusieurs mesures judiciaires à son encontre :

1) viole l'obligation internationale de respecter les immunités de juridiction et d'exécution dont jouit ce navire en vertu de l'article 32 de la Convention, de l'article 3 de la Convention de 1926 pour l'unification de certaines règles concernant les immunités des navires d'Etat, et des règles du droit international général ou coutumier bien établies à cet égard ;

2) empêche l'exercice du droit de quitter les eaux relevant de la juridiction de l'Etat côtier et du droit à la liberté de navigation dont jouissent ledit navire et son équipage, en vertu du paragraphe 1, lettre b) de l'article 18, du paragraphe 1, lettre a) de l'article 87 et de l'article 90 de la Convention ;

[...]

23. *Whereas*, after the closure of the oral proceedings, on 30 November 2012, Ghana submitted to the Tribunal an additional document to which it had referred during the oral proceedings on the same day;

24. *Whereas* a copy of the additional document submitted by Ghana was transmitted to Argentina on the same day and Argentina, by letter dated 3 December 2012, referring to article 90, paragraph 3, of the Rules, requested the Tribunal to determine that “the document produced by Ghana subsequently to the close of the hearing shall not be considered to form part of the case file”;

25. *Whereas* the Tribunal, on 3 December 2012, decided pursuant to article 90, paragraph 3, of the Rules that the document submitted by Ghana on 30 November 2012 after the closure of the hearing would not be considered part of the pleadings in the case and notice of this decision was communicated to both Parties on the same day;

* * *

26. *Whereas*, in the Notification and Statement of Claims dated 29 October 2012, Argentina requested the arbitral tribunal to be constituted under Annex VII (hereinafter “the Annex VII arbitral tribunal”):

to declare that the Republic of Ghana, by detaining the warship “ARA Fragata Libertad”, keeping it detained, not allowing it to refuel and adopting several judicial measures against it:

(1) Violates the international obligation of respecting the immunities from jurisdiction and execution enjoyed by such vessel pursuant to Article 32 of UNCLOS and Article 3 of the 1926 Convention for the Unification of Certain Rules concerning the Immunity of State-owned Vessels as well as pursuant to well-established general or customary international law rules in this regard;

(2) Prevents the exercise of the right to sail out of the waters subject to the jurisdiction of the coastal State and the right of freedom of navigation enjoyed by the said vessel and its crew, pursuant to Articles 18, paragraph 1(b), 87, paragraph 1(a), and 90 of UNCLOS;

[...]

affirme la responsabilité internationale du Ghana, en vertu de laquelle cet Etat doit :

- 1) immédiatement cesser la violation de ses obligations internationales, telles que décrites au paragraphe précédent ;
- 2) verser à la République argentine une indemnité appropriée en réparation de toutes les pertes matérielles causées ;
- 3) rendre les honneurs au pavillon argentin en réparation du préjudice moral causé par l'immobilisation illicite de la frégate *ARA Libertad*, fleuron de la Marine argentine, empêchant ce navire d'accomplir ses activités prévues et par l'ordre qui lui a été donné de remettre les documents et l'armoire à pavillons du navire à l'Autorité du port de Tema, en République du Ghana ; et
- 4) infliger des sanctions disciplinaires aux fonctionnaires de la République du Ghana directement responsables des décisions en vertu desquelles cet Etat a commis les violations de ses obligations internationales précitées ;

27. *Considérant* que la mesure conservatoire sollicitée par l'Argentine dans la demande déposée auprès du Tribunal le 14 novembre 2012 est ainsi libellée :

que le Ghana autorise sans condition la frégate *ARA Libertad*, navire de guerre argentin, à quitter le port de Tema et les eaux relevant de la juridiction du Ghana, et à être avitaillée à cet effet ;

28. *Considérant* qu'à l'audience publique du 30 novembre 2012, l'agent de l'Argentine a formulé les conclusions finales suivantes :

Pour les raisons évoquées par l'Argentine devant le Tribunal, en attendant la constitution du tribunal arbitral prévu à l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, l'Argentine demande au Tribunal d'adopter la mesure conservatoire suivante :

que le Ghana autorise sans condition la frégate *ARA Libertad*, navire de guerre argentin, à quitter le port de Tema et les eaux relevant de la juridiction du Ghana et à être avitaillée à cette fin ;

to assert the international responsibility of Ghana, whereby such State must:

- (1) immediately cease the violation of its international obligations as described in the preceding paragraph;
- (2) pay to the Argentine Republic adequate compensation for all material losses caused;
- (3) offer a solemn salute to the Argentine flag as satisfaction for the moral damage caused by the unlawful detention of the flagship of the Argentine Navy, ARA Fragata Libertad, preventing it from accomplishing its planned activities and ordering it to hand over the documentation and the flag locker to the Port Authority of Tema, Republic of Ghana,
- (4) impose disciplinary sanctions on the officials of the Republic of Ghana directly responsible for the decisions by which such State has engaged in the violations of its aforesaid international obligations;

27. *Whereas*, the provisional measure requested by Argentina in the Request to the Tribunal filed on 14 November 2012 is as follows:

that Ghana unconditionally enables the Argentine warship Frigate ARA Libertad to leave the Tema port and the jurisdictional waters of Ghana and to be resupplied to that end;

28. *Whereas*, at the public sitting held on 30 November 2012, the Agent of Argentina made the following final submissions:

For the reasons expressed by Argentina before the Tribunal, pending the constitution of the arbitral tribunal under Annex VII of UNCLOS, Argentina requests that the Tribunal prescribes the following provisional measure:

that Ghana unconditionally enables the Argentine warship Frigate ARA Libertad to leave the Tema port and the jurisdictional waters of Ghana and to be resupplied to that end.

De même, l'Argentine demande au Tribunal de rejeter toutes les conclusions présentées par le Ghana ;

29. *Considérant* que les conclusions présentées par le Ghana dans son exposé en réponse et maintenues dans les conclusions finales dont le co-agent du Ghana a donné lecture à l'audience publique du 30 novembre 2012 sont les suivantes :

[L]a République du Ghana prie le Tribunal :

- 1) de débouter l'Argentine de la demande en prescription de mesures conservatoires déposée le 14 novembre 2012 ; et
- 2) d'ordonner à l'Argentine de défrayer intégralement la République du Ghana de ses dépens en rapport avec ladite demande ;

* * *

30. *Considérant* que, conformément à l'article 287 de la Convention, l'Argentine a soumis, le 30 octobre 2012, le différend qui l'oppose au Ghana concernant la frégate *ARA Libertad* à la procédure prévue à l'annexe VII de la Convention ;

31. *Considérant* que l'Argentine a notifié au Ghana, le 30 octobre 2012, l'engagement de la procédure prévue à l'annexe VII de la Convention, qui comprenait une demande en prescription de mesures conservatoires ;

32. *Considérant* que, le 14 novembre 2012, le délai de deux semaines prévu à l'article 290, paragraphe 5, de la Convention étant expiré et en attendant la constitution du tribunal arbitral prévu à l'annexe VII, l'Argentine a déposé auprès du Tribunal une demande en prescription de mesures conservatoires ;

33. *Considérant* que l'Argentine, dans son instrument de ratification du 1^{er} décembre 1995, a fait la déclaration suivante en application de l'article 298 de la Convention :

Par ailleurs, le Gouvernement argentin déclare ne pas accepter les procédures prévues à la section 2 de la partie XV en ce qui concerne les différends précisés aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 1 de l'article 298 ;

34. *Considérant* que l'Argentine a fait, le 26 octobre 2012, une déclaration modifiant sa déclaration de 1995 relative à l'article 298 de la Convention :

[...] conformément à l'article 298 de la Convention, la République argentine retire avec effet immédiat les exceptions facultatives à l'application de la section 2 (partie XV) prévues à cet article qui figurent dans sa déclaration

Equally Argentina requests that the Tribunal rejects all the submissions made by Ghana;

29. *Whereas* the submissions presented by Ghana in its Response, and maintained in the final submissions read by the Co-Agent of Ghana at the public sitting held on 30 November 2012, are as follows:

[T]he Republic of Ghana requests the Tribunal:

- (1) to reject the request for provisional measures filed by Argentina on 14 November 2012; and
- (2) to order Argentina to pay all costs incurred by the Republic of Ghana in connection with this request;

* * *

30. *Considering* that, in accordance with article 287 of the Convention, Argentina, on 30 October 2012, instituted proceedings under Annex VII to the Convention against Ghana in the dispute concerning the frigate *ARA Libertad*;

31. *Considering* that Argentina notified Ghana on 30 October 2012 of the institution of proceedings under Annex VII to the Convention which included a request for provisional measures;

32. *Considering* that, on 14 November 2012, after the expiry of the time-limit of two weeks provided for in article 290, paragraph 5, of the Convention, and pending the constitution of the Annex VII arbitral tribunal, Argentina submitted to the Tribunal a Request for the prescription of provisional measures;

33. *Considering* that Argentina, in its instrument of ratification of 1 December 1995, made the following declaration under article 298 of the Convention:

The Argentine Government also declares that it does not accept the procedures provided for in Part XV, section 2, with respect to the disputes specified in article 298, paragraph 1(a), (b) and (c);

34. *Considering* that, on 26 October 2012, Argentina made a declaration by which it amended its declaration of 1995 under article 298 of the Convention:

[...] in accordance with article 298 of [the] Convention, the Argentine Republic withdraws with immediate effect the optional exceptions to the applicability of section 2 of part XV of the Convention provided for in that article and set forth in its declaration dated 18 October 1995 (deposited on

datée du 18 octobre 1995 (et déposée le 1^{er} décembre 1995) concernant « les activités militaires des navires et aéronefs d'État utilisés pour un service non commercial » ;

35. *Considérant* que le Ghana a fait, le 15 décembre 2009, la déclaration suivante en application de l'article 298 de la Convention :

Conformément au paragraphe 1 de l'article 298 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (« la Convention »), la République du Ghana déclare qu'elle n'accepte aucune des procédures prévues à la section 2 de la partie XV de la Convention à l'égard des catégories de différends visés au paragraphe 1(a) de l'article 298 de la Convention ,

36. *Considérant* que l'article 290, paragraphe 5, de la Convention dispose que :

En attendant la constitution d'un tribunal arbitral saisi d'un différend en vertu de la présente section, toute cour ou tout tribunal désigné d'un commun accord par les parties ou, à défaut d'accord dans un délai de deux semaines à compter de la date de la demande de mesures conservatoires, le Tribunal international du droit de la mer ou, dans le cas d'activités menées dans la Zone, la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins, peut prescrire, modifier ou rapporter des mesures conservatoires conformément au présent article s'il considère, *prima facie*, que le tribunal devant être constitué aurait compétence et s'il estime que l'urgence de la situation l'exige. Une fois constitué, le tribunal saisi du différend, agissant conformément aux paragraphes 1 à 4, peut modifier, rapporter ou confirmer ces mesures conservatoires ;

37. *Considérant* en conséquence que le Tribunal, avant de prescrire des mesures conservatoires en vertu de l'article 290, paragraphe 5, de la Convention, doit s'assurer *prima facie* que le tribunal arbitral prévu à l'annexe VII aurait compétence ;

38. *Considérant* que la visite de la frégate *ARA Libertad* au port de Tema, près d'Accra, au Ghana, du 1^{er} au 4 octobre 2012, a fait l'objet d'un échange de notes diplomatiques entre les Parties ; qu'en réponse à une note verbale du 21 mai 2012 envoyée par l'Ambassade d'Argentine à Abuja (Nigéria) au sujet de l'organisation de la visite de l'*ARA Libertad* à Tema du 1^{er} au 4 octobre 2012, le Haut Commissariat du Ghana à Abuja a, par note verbale du 4 juin 2012, informé l'Ambassade que « les autorités ghanéennes ont accédé à cette demande » ;

1 December 1995) to “military activities by government vessels and aircraft engaged in non-commercial service”;

35. *Considering* that, on 15 December 2009, Ghana deposited the following declaration made under article 298 of the Convention:

In accordance with paragraph 1 of Article 298 of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982 (“the Convention”), the Republic of Ghana hereby declares that it does not accept any of the procedures provided for in section 2 of Part XV of the Convention with respect to the categories of disputes referred to in paragraph 1(a) of article 298 of the Convention;

36. *Considering* that article 290, paragraph 5, of the Convention provides that

Pending the constitution of an arbitral tribunal to which a dispute is being submitted under this section, any court or tribunal agreed upon by the parties or, failing such agreement within two weeks from the date of the request for provisional measures, the International Tribunal for the Law of the Sea or, with respect to activities in the Area, the Seabed Disputes Chamber, may prescribe, modify or revoke provisional measures in accordance with this article if it considers that *prima facie* the tribunal which is to be constituted would have jurisdiction and that the urgency of the situation so requires. Once constituted, the tribunal to which the dispute has been submitted may modify, revoke or affirm those provisional measures, acting in conformity with paragraphs 1 to 4;

37. *Considering* that therefore the Tribunal, before prescribing provisional measures under article 290, paragraph 5, of the Convention, must satisfy itself that *prima facie* the Annex VII arbitral tribunal would have jurisdiction;

38. *Considering* that the visit of the frigate *ARA Libertad* to the port of Tema, a port near Accra, Ghana, from 1 to 4 October 2012 was the subject of an exchange of diplomatic notes between the Parties and that, in response to a note verbale of 21 May 2012 from the Embassy of Argentina in Abuja, Nigeria, concerning the organization of the visit of the *ARA Libertad* to the port of Tema from 1 to 4 October 2012, the High Commission of Ghana in Abuja, by a note verbale of 4 June 2012, informed the Embassy that “the Ghanaian Authorities have granted the request”;

39. *Considérant* que l'Argentine affirme que l'immobilisation de l'ARA *Libertad* porte atteinte aux droits reconnus par la Convention et soutient que le différend qui l'oppose au Ghana concerne l'interprétation et l'application de la Convention, en particulier ses articles 18, paragraphe 1, lettre b), 32, 87, paragraphe 1, lettre a), et 90 ;

40. *Considérant* que l'Argentine affirme également que

[l]’immobilisation forcée dont souffre actuellement l’ARA *Libertad* empêche l’Argentine d’exercer son droit de quitter le port de Tema et les eaux juridictionnelles du Ghana, conformément à son droit de passage inoffensif [...]

L'immobilisation forcée de la frégate empêche l'Argentine d'exercer à travers son navire emblématique son droit de navigation garanti par la Convention dans les différents espaces maritimes. Elle empêche l'ARA *Libertad* d'accomplir son programme de navigation établi en accord avec des Etats tiers, de réaliser son programme régulier de maintenance, d'être employé comme navire école, bref, d'être utilisé tout court. Cette immobilisation porte aussi une atteinte immédiate au droit de l'Argentine de jouir de l'immunité que son navire de guerre possède ;

41. *Considérant* que l'Argentine fait valoir que, selon les termes de l'article 18, paragraphe 1, lettre b) de la Convention, « la définition du passage inoffensif comprend non seulement le droit de se rendre dans les eaux intérieures, mais aussi celui de quitter les eaux intérieures ; c'est tout particulièrement ce dernier droit qui est nié à l'Argentine s'agissant de la frégate ARA *Libertad* » ;

42. *Considérant* que l'Argentine fait également valoir que « [l]a frégate ARA *Libertad* était amarrée dans le port de Tema [...], avec l'autorisation du Ghana » et que « [c]'est donc légalement qu'elle se trouvait dans le port de Tema » et « était pleinement en droit de quitter ce port le 4 octobre 2012, comme il en avait été convenu, et d'exercer le droit de passage inoffensif garanti par l'article 17 de la Convention » ;

43. *Considérant* que l'Argentine fait valoir que « le droit que l'Argentine cherche à protéger est la liberté de la [navigation en] haute mer [...] garantie par l'article 87 de la Convention », et que l'immobilisation de la frégate ARA *Libertad* par le Ghana « empêche d'exercer cette autre liberté fondamentale » ;

44. *Considérant* que l'Argentine déclare que l'article 32 de la Convention confirme une règle bien établie du droit international général et qu'« en droit international coutumier, tel qu'il a été reconnu et consacré par la Convention, l'immunité des navires de guerre est un type particulier et autonome d'immunité qui assure à ces navires une complète immunité » ;

39. *Considering* that Argentina contends that the detention of the *ARA Libertad* violates the rights recognized by the Convention and argues that the dispute between Argentina and Ghana relates to the interpretation and application of the Convention, in particular articles 18, paragraph 1 (b), 32, 87, paragraph 1 (a), and 90;

40. *Considering* that Argentina further contends that

[t]he fact that the *ARA Libertad* is currently in forced detention prevents Argentina from exercising its right to [have it] leave the port of Tema and Ghana’s jurisdictional waters, in accordance with the right of innocent passage [...]

The forcible detention of the frigate prevents Argentina from using this emblematic vessel to exercise its navigational rights, as guaranteed by the Convention, in the different maritime areas. It prevents the *ARA Libertad* from completing its itinerary, established in agreement with third countries, from ensuring it carries out its regular maintenance programme, and from being used as a training vessel indeed from being used full-stop. Its detention is also in direct violation of Argentina’s right to benefit from the immunity attaching to its warship;

41. *Considering* that Argentina states that, as set out in article 18, paragraph 1(b), of the Convention, “the definition of innocent passage includes not only the right to proceed to the internal waters, but also the right to proceed from the internal waters; and it is particularly this latter right that has been denied to Argentina with respect to the frigate *ARA Libertad*”;

42. *Considering* that Argentina further states that “[t]he frigate *ARA Libertad* was anchored at Tema [...] on the basis of consent by Ghana” and “[a]ccordingly, the frigate was lawfully in the Tema port” and “[i]t was fully entitled to leave the port, as agreed, on 4 October 2012 and to make use of the right of innocent passage as guaranteed by article 17 of the Convention”;

43. *Considering* that Argentina argues that a “right in relation to which Argentina seeks protection is the freedom of the high seas regarding navigation [...] as guaranteed by article 87 of the Convention”, and that the detention of the frigate *ARA Libertad* by Ghana “prevents it from exercising also this fundamental freedom”;

44. *Considering* that Argentina states that article 32 of the Convention confirms a well-established rule of general international law, and that, “under customary international law, as it is recognized and enshrined in the Convention, the immunity of warships is a special and autonomous type of immunity which provides for the complete immunity of these ships”;

45. *Considérant* que l'Argentine déclare également que l'article 32 de la Convention « utilise la formule "aucune disposition de la Convention" et non pas "aucune disposition de la présente partie" », ce qui « prouve amplement qu'[il] s'applique au-delà de la partie relative à la mer territoriale » ;

46. *Considérant* que l'Argentine fait valoir que l'article 32 de la Convention consacre le principe de l'immunité des navires de guerre « dans tout le champ d'application géographique de la Convention » et que « l'immunité accordée aux navires de guerre est la même dans les eaux intérieures et dans la mer territoriale » ;

47. *Considérant* que contrairement au Ghana, qui soutient que l'article 32 de la Convention n'énonce pas une obligation établissant une règle mais constitue une simple « clause de sauvegarde », l'Argentine affirme que « l'article 32 renvoie explicitement à cette immunité, de telle sorte que l'immunité des navires de guerre est incorporée dans la Convention » ;

48. *Considérant* que l'Argentine fait valoir que l'article 8 de la Convention, qui concerne la définition des eaux intérieures, fait partie des dispositions énoncées dans la partie II de la Convention intitulée « Mer territoriale et zone contiguë » ;

49. *Considérant* que l'Argentine renvoie à l'article 236 de la Convention, qui dispose que

[l]es dispositions de la Convention relatives à la protection et à la préservation du milieu marin ne s'appliquent ni aux navires de guerre ou navires auxiliaires, ni aux autres navires ou aux aéronefs appartenant à un Etat ou exploités par lui lorsque celui-ci les utilise, au moment considéré, exclusivement à des fins de service public non commercial ;

50. *Considérant* que l'Argentine affirme que l'immunité des navires de guerre s'applique dans la totalité des espaces maritimes et qu'elle invoque à cet égard des dispositions de la Convention relatives à la protection et à la préservation du milieu marin, tels l'article 211, paragraphe 3, concernant l'entrée des navires étrangers dans les ports ou les eaux intérieures et l'article 218 concernant les pouvoirs de l'Etat du port, qui, selon elle, montrent clairement que l'article 236 s'applique au régime des ports ;

51. *Considérant* que le Ghana affirme qu'il n'existe pas de différend entre le Ghana et l'Argentine relatif à l'interprétation ou à l'application de la Convention et que, par conséquent, le Tribunal n'a pas compétence pour prescrire les mesures conservatoires demandées par l'Argentine ;

52. *Considérant* que le Ghana soutient que le tribunal arbitral prévu à l'annexe VII n'a pas compétence *prima facie* pour connaître du différend soumis par l'Argentine, dès lors que « [d]e prime abord [...] aucune de ces dispositions [les articles 18, paragraphe 1, lettre b), 32, 87, paragraphe 1, lettre a) et 90] n'est applicable à des actes qui ont lieu dans des eaux intérieures » ;

45. *Considering* that Argentina further states that article 32 of the Convention “uses the formulation ‘nothing in this Convention’ instead of ‘nothing in this part’”, which “clearly proves that its application extends beyond the part regarding the territorial sea”;

46. *Considering* that Argentina argues that article 32 of the Convention determines the immunity of warships “with respect to the entire geographical scope of the Convention” and that the “immunity accorded to warships is identical in internal waters as it is in the territorial sea”;

47. *Considering* that, contrary to Ghana’s position that article 32 of the Convention does not set forth an obligation, establishing a rule of immunity, and is a mere “saver clause”, Argentina argues that, “article 32 explicitly refers to such immunity so that warship immunity is incorporated into the Convention”;

48. *Considering* that Argentina argues that article 8 of the Convention concerning the definition of internal waters also comes under the provisions of Part II of the Convention entitled “Territorial Sea and Contiguous Zone”;

49. *Considering* that Argentina refers to article 236 of the Convention which states that

[t]he provisions of this Convention regarding the protection and preservation of the marine environment do not apply to any warship, naval auxiliary, other vessels or aircraft owned or operated by a State and used, for the time being, only on government non-commercial service;

50. *Considering* that Argentina contends that the immunity of warships relates to the whole maritime area, and points in particular to the provisions of the Convention regarding the protection and preservation of the marine environment, such as article 211, paragraph 3, concerning the entry of foreign vessels into ports or internal waters and article 218 concerning enforcement by port States, which according to Argentina, shows clearly that article 236 applies to the regime of ports;

51. *Considering* that Ghana maintains that there is no dispute between Ghana and Argentina on the interpretation or application of the Convention and that consequently the Tribunal does not have jurisdiction to order the provisional measures requested by Argentina;

52. *Considering* that Ghana contends that the Annex VII arbitral tribunal has no *prima facie* jurisdiction concerning the dispute presented by Argentina since “[o]n their face [...] none of those provisions [articles 18, paragraph 1 (b), 32, 87, paragraph 1 (a), and 90] is applicable to acts occurring in internal waters”;

53. *Considérant* que le Ghana est d'avis que l'article 18, paragraphe 1, de la Convention, qui définit le « passage » comme le fait de naviguer dans la mer territoriale aux fins de la traverser sans entrer dans les eaux intérieures de l'Etat côtier ou aux fins de se rendre dans les eaux intérieures ou de les quitter, n'est pas pertinent dans la présente espèce, puisque le navire « ne se trouve pas dans la mer territoriale du Ghana » ;

54. *Considérant* que le Ghana affirme que les articles 87 et 90 de la Convention concernent la liberté de la haute mer et le droit de navigation en haute mer, respectivement, et qu'ils ne sont pas directement pertinents pour l'immunité des navires de guerre dans les eaux intérieures ;

55. *Considérant* que le Ghana fait valoir que l'article 32 de la Convention concerne l'immunité des navires de guerre dans la mer territoriale et ne fait aucune mention d'une telle immunité dans les eaux intérieures et qu'« il était entendu que le régime des ports et des eaux intérieures serait exclu [...] de la Convention de 1982 » ;

56. *Considérant* que le Ghana estime que l'Etat côtier jouit d'une entière souveraineté territoriale sur ses eaux intérieures et que tout navire étranger se trouvant dans ces eaux est soumis aux pouvoirs législatif, administratif, judiciaire et juridictionnel dudit Etat côtier ;

57. *Considérant* que le Ghana soutient que l'immunité des navires de guerre dans les eaux intérieures est sans rapport avec l'interprétation ou l'application de la Convention et que, s'il existe de telles règles, on ne pourra les trouver qu'en dehors de la Convention, que ce soit parmi les règles du droit international coutumier ou parmi celles du droit international conventionnel ;

58. *Considérant* que le Ghana soutient également que « [l]'article 288, paragraphe 1, de la Convention dispose que le tribunal prévu à l'annexe VII a compétence “pour connaître de tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la Convention” et non pas à l'interprétation ou à l'application du droit international général » ;

59. *Considérant* que le Ghana déclare que l'article 236 de la Convention « se limite à la protection et à la préservation du milieu marin, lesquelles ne sont pas en question en l'espèce » ;

* * *

60. *Considérant* que, à ce stade de la procédure, le Tribunal n'a pas à établir de façon définitive l'existence des droits revendiqués par l'Argentine, mais que, avant de prescrire des mesures conservatoires, il doit s'assurer que les dispositions invoquées par le demandeur semblent *prima facie* constituer une base sur laquelle la compétence du tribunal arbitral prévu à l'annexe VII pourrait être fondée ;

61. *Considérant* que l'article 18, paragraphe 1, lettre b), de la Convention, relatif à la signification du passage dans la mer territoriale, et les articles 87 et

53. *Considering* that Ghana is of the view that article 18, paragraph 1, of the Convention, which defines “passage” as navigation through the territorial sea without entering the internal waters of the coastal State or for the purpose of entering or leaving the internal waters, is of no relevance for the present case as the ship “is not in Ghana’s territorial sea”;

54. *Considering* that Ghana contends that articles 87 and 90 of the Convention relate to freedom of the high seas and the right of navigation on the high seas, respectively, and that they are not directly relevant to the immunity of a warship in internal waters;

55. *Considering* that Ghana argues that article 32 of the Convention refers to the immunity of warships in the territorial sea and does not refer to any such immunity when in internal waters and that “it was understood that the regime of ports and internal waters was excluded [...] from the 1982 Convention”;

56. *Considering* that Ghana maintains that the coastal State enjoys full territorial sovereignty over internal waters, and that any foreign vessel located in internal waters is subject to the legislative, administrative, judicial and jurisdictional powers of the coastal State;

57. *Considering* that Ghana contends that the immunity of a warship in internal waters does not involve the interpretation and application of the Convention and that, to the extent that such rules might exist, they could only be found outside the Convention, whether under other rules of customary or conventional international law;

58. *Considering* that Ghana maintains that “[a]rticle 288(1) of UNCLOS provides that an Annex VII tribunal will have jurisdiction over ‘any dispute concerning the interpretation or application of the Convention’, not the interpretation or application of general international law”;

59. *Considering* that Ghana states that article 236 of the Convention “is limited to the protection and preservation of the marine environment, which is not in issue in this case”;

* * *

60. *Considering* that at this stage of the proceedings, the Tribunal does not need to establish definitively the existence of the rights claimed by Argentina and yet, before prescribing provisional measures, the Tribunal must satisfy itself that the provisions invoked by the Applicant appear *prima facie* to afford a basis on which the jurisdiction of the Annex VII arbitral tribunal might be founded;

61. *Considering* that article 18, paragraph 1(b), of the Convention on the meaning of passage in the territorial sea and articles 87 and 90 concerning the

90, relatifs au droit et à la liberté de navigation en haute mer, ne concernent pas l'immunité des navires de guerre dans les eaux intérieures et ne semblent pas constituer par conséquent une base sur laquelle la compétence *prima facie* du tribunal arbitral prévu à l'annexe VII pourrait être fondée ;

62. *Considérant* que l'article 32 de la Convention se lit comme suit :

*Immunités des navires de guerre et autres navires
d'Etat utilisés à des fins non commerciales*

Sous réserve des exceptions prévues à la sous-section A et aux articles 30 et 31, aucune disposition de la Convention ne porte atteinte aux immunités dont jouissent les navires de guerre et les autres navires d'Etat utilisés à des fins non commerciales ;

63. *Considérant* que l'article 32 de la Convention affirme qu'« aucune disposition de la Convention ne porte atteinte aux immunités dont jouissent les navires de guerre », sans préciser le champ d'application géographique dudit article ;

64. *Considérant* que, bien que l'article 32 soit inclus dans la partie II de la Convention intitulée « Mer territoriale et zone contiguë » et que la plupart des dispositions de cette partie portent exclusivement sur la mer territoriale, certaines dispositions de cette partie pourraient s'appliquer à toutes les zones maritimes, comme c'est le cas de la définition du « navire de guerre » figurant à l'article 29 de la Convention ;

65. *Considérant* que, au vu des positions des Parties, il existe entre ces dernières une divergence de vues quant à l'applicabilité de l'article 32, et que, par conséquent, le Tribunal est d'avis qu'il semble exister entre les Parties un différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la Convention ;

66. *Considérant* que, compte tenu des conclusions des Parties et des arguments qu'elles ont présentés à l'appui de leurs conclusions, le Tribunal estime que l'article 32 constitue une base sur laquelle la compétence *prima facie* du tribunal arbitral prévu à l'annexe VII pourrait être fondée ;

67. *Considérant* que, pour les raisons qui précèdent, le Tribunal conclut que le tribunal arbitral prévu à l'annexe VII aurait *prima facie* compétence pour connaître du différend ;

* * *

68. *Considérant* que l'article 283, paragraphe 1, de la Convention se lit comme suit :

right and freedom of navigation on the high seas do not relate to the immunity of warships in internal waters and therefore do not seem to provide a basis for *prima facie* jurisdiction of the Annex VII arbitral tribunal;

62. *Considering* that article 32 of the Convention reads:

*Immunities of warships and other government
ships operated for non-commercial purposes*

With such exceptions as are contained in subsection A and in articles 30 and 31, nothing in this Convention affects the immunities of warships and other government ships operated for non-commercial purposes;

63. *Considering* that article 32 of the Convention states that “nothing in this Convention affects the immunities of warships” without specifying the geographical scope of its application;

64. *Considering* that, although article 32 is included in Part II of the Convention entitled “Territorial Sea and Contiguous Zone”, and most of the provisions in this Part relate to the territorial sea, some of the provisions in this Part may be applicable to all maritime areas, as in the case of the definition of warships provided for in article 29 of the Convention;

65. *Considering* that, in the light of the positions of the Parties, a difference of opinions exists between them as to the applicability of article 32 and thus the Tribunal is of the view that a dispute appears to exist between the Parties concerning the interpretation or application of the Convention;

66. *Considering* that, having regard to the submissions of the Parties and the arguments presented in support of these submissions, the Tribunal is of the view that article 32 affords a basis on which *prima facie* jurisdiction of the Annex VII arbitral tribunal might be founded;

67. *Considering* that, for the above reasons, the Tribunal finds that the Annex VII arbitral tribunal would *prima facie* have jurisdiction over the dispute;

* * *

68. *Considering* that article 283, paragraph 1, of the Convention reads as follows:

Lorsqu'un différend surgit entre des Etats Parties à propos de l'interprétation ou de l'application de la Convention, les parties en litige procèdent promptement à un échange de vues concernant le règlement du différend par la négociation ou par d'autres moyens pacifiques ;

69. *Considérant* que l'Argentine affirme que les conditions requises à l'article 283 de la Convention sont remplies, compte tenu des efforts qu'elle a déployés pour échanger des vues et régler le différend, et qu'elle renvoie à cet égard à la lettre du 4 octobre 2012 adressée par le Ministre des affaires étrangères argentin à son homologue ghanéen, aux demandes soumises par l'ambassadrice d'Argentine accréditée au Ghana, ainsi qu'au fait que l'Argentine a dépêché à Accra une délégation de haut niveau qui a rencontré des représentants de l'Etat ghanéen du 16 au 19 octobre 2012, et *considérant* que ces faits ne sont pas contestés par le Ghana ;

70. *Considérant* que l'Argentine soutient que ces échanges de vues et négociations n'ont pas permis de régler le différend ;

71. *Considérant* que le Tribunal a établi qu'« un Etat Partie n'a pas l'obligation de poursuivre un échange de vues lorsqu'il arrive à la conclusion que les possibilités de parvenir à un accord ont été épuisées » (*Usine MOX (Irlande c. Royaume-Uni)*, mesures conservatoires, ordonnance du 3 décembre 2001, TIDM Recueil 2001, p. 95, à la p. 107, par. 60) ;

72. *Considérant* que, dans les circonstances de la présente espèce, le Tribunal est d'avis que les conditions requises à l'article 283 sont remplies ;

* * *

73. *Considérant* que, en vertu de l'article 290, paragraphe 5, de la Convention, le Tribunal peut prescrire, modifier ou rapporter des mesures conservatoires conformément audit article s'il considère, *prima facie*, que le tribunal arbitral prévu à l'annexe VII aurait compétence et s'il estime que l'urgence de la situation l'exige ;

74. *Considérant* que, conformément à l'article 290, paragraphe 1, de la Convention, le Tribunal peut prescrire toutes mesures conservatoires qu'il juge appropriées en la circonstance pour préserver les droits respectifs des parties en litige ou pour empêcher que le milieu marin ne subisse de dommages graves en attendant la décision définitive ;

75. *Considérant* que, sur la question de la préservation des droits des Parties, l'Argentine affirme que

l'action du Ghana cause un préjudice irréparable aux droits en question de l'Argentine, à savoir l'immunité dont jouit la frégate *ARA Libertad*, l'exercice de son droit de quitter les eaux territoriales du Ghana, et, plus généralement, sa liberté de navigation ;

When a dispute arises between States Parties concerning the interpretation or application of this Convention, the parties to the dispute shall proceed expeditiously to an exchange of views regarding its settlement by negotiation or other peaceful means;

69. *Considering* that Argentina contends that the requirements of article 283 of the Convention have been satisfied in light of its efforts to exchange views and resolve the dispute and that it refers in this respect to the letter dated 4 October 2012 sent by the Minister of Foreign Affairs of Argentina to his Ghanaian counterpart, to requests made by the Argentine Ambassador accredited to Ghana as well as to the fact that it sent to Accra a high-level delegation which met with high officials of Ghana from 16 to 19 October 2012, and *considering* that these facts are not disputed by Ghana;

70. *Considering* that Argentina maintains that such exchanges of views and negotiations have failed to resolve the dispute;

71. *Considering* that the Tribunal has held that “a State Party is not obliged to continue with an exchange of views when it concludes that the possibilities of reaching agreement have been exhausted” (*MOX Plant (Ireland v. United Kingdom)*, *Provisional Measures, Order of 3 December 2001, ITLOS Reports 2001*, p. 95, at p. 107, para. 60);

72. *Considering* that, in the circumstances of the present case, the Tribunal is of the view that the requirements of article 283 are satisfied;

* * *

73. *Considering* that, pursuant to article 290, paragraph 5, of the Convention, the Tribunal may prescribe, modify or revoke provisional measures in accordance with this article if it considers that *prima facie* the Annex VII arbitral tribunal would have jurisdiction and that the urgency of the situation so requires;

74. *Considering* that, in accordance with article 290, paragraph 1, of the Convention, the Tribunal may prescribe any provisional measures which it considers appropriate under the circumstances to preserve the respective rights of the parties to the dispute or to prevent serious harm to the marine environment, pending the final decision;

75. *Considering* that, with reference to the preservation of the rights of the parties, Argentina states that

Ghana’s action is producing an irreparable damage to the Argentine rights in question, namely the immunity that the Frigate ARA Libertad enjoys, the exercise of its right to leave the territorial waters of Ghana, and its freedom of navigation more generally;

76. *Considérant* que l'Argentine affirme que « [le] 7 novembre, des agents de l'Autorité portuaire ont tenté de monter à bord de la frégate *ARA Libertad* et de la déplacer de force » et qu'elle soutient que

[la] tentative du gouvernement et du système judiciaire ghanéens pour exercer leur juridiction sur le navire de guerre, l'application de mesures de contrainte et la menace de mesures supplémentaires de saisie à l'encontre de la frégate *ARA Libertad*, non seulement empêchent l'Argentine d'exercer ses droits pendant une période prolongée, mais encore entraînent le risque de perte irréparable de ces droits ;

77. *Considérant* que l'Argentine soutient également que

[l']immobilisation du navire de guerre est [...] une mesure qui perturbe l'organisation des forces armées d'un Etat souverain et une offense à l'un des symboles de la nation argentine qui blesse les sentiments du peuple argentin, offense dont les effets ne peuvent que s'aggraver au fil du temps ;

78. *Considérant* que le Ghana fait valoir qu'il « n'admet pas que l'Argentine a subi un préjudice irréparable du fait de l'immobilisation provisoire de l'*ARA Libertad* au port de Tema en application de l'ordonnance rendue par la High Court du Ghana » ;

79. *Considérant* que le Ghana fait également valoir qu'« il n'existe pas de risque réel et imminent que les droits de l'Argentine subissent un préjudice irréparable du fait de l'immobilisation actuelle de l'*ARA Libertad* dans le port de Tema » ;

80. *Considérant* que le Ghana soutient que

l'Argentine n'a pas démontré que les mesures conservatoires qu'elle a demandées sont nécessaires et appropriées ; en effet, elle n'a pas démontré qu'il existe un risque réel et imminent que ses droits subissent un préjudice irréparable de nature à exiger l'imposition de ces mesures ;

81. *Considérant* que, sur la question de l'urgence de la situation, l'Argentine soutient que

si la mesure conservatoire demandée n'est pas ordonnée, le maintien contre leur volonté de la frégate *ARA Libertad* et de son équipage dans le port de Tema sera laissé au bon vouloir de l'Etat ghanéen, qui continue d'immobiliser ce navire de guerre en violation du droit international ;

76. *Considering* that Argentina states that “[o]n 7 November the Port Authority agents forcibly attempted to board and move the Frigate ARA Libertad” and contends that

[t]he attempt by the government and judiciary system of Ghana to exercise jurisdiction over the warship, the application of measures of constraint and the threat of further measures of attachment against the Frigate ARA Libertad, not only preclude Argentina from exercising its rights for a prolonged period, but also entail a risk that these rights will be irreparably lost;

77. *Considering* that Argentina further states that

[t]he detention of the warship is [...] a measure that disrupts the organisation of the armed forces of a sovereign State and an offence to one of the symbols of the Argentine Nation that hurts the feelings of the Argentine people, the effects of which are only compounded by the passage of time;

78. *Considering* that Ghana maintains that it “does not accept that Argentina has suffered irreparable harm due to the temporary holding of the ARA Libertad at the Tema Port pursuant to an order of the Ghanaian High Court”;

79. *Considering* that Ghana further maintains that “there is no real or imminent risk of irreparable prejudice to Argentina’s rights caused by the ongoing docking of the vessel” at the port of Tema;

80. *Considering* that Ghana contends that

Argentina has not established that the provisional measures it has requested are necessary or appropriate because it has not demonstrated that it will suffer a real and imminent risk of irreparable prejudice to its rights such as to warrant the imposition of the measures;

81. *Considering* that, with reference to the urgency of the situation, Argentina states that

[i]f the provisional measure requested is not ordered, the involuntary presence of Frigate ARA Libertad and its crew in the Tema port will be left at the mercy of the will of the Ghanaian State, which continues to detain the warship contrary to international law;

82. *Considérant* que l'Argentine fait valoir que « toute nouvelle tentative de monter à bord et de déplacer la frégate de force, sans le consentement de l'Argentine, conduirait à une escalade du conflit et à de graves incidents risquant de mettre des vies humaines en danger » ;

83. *Considérant* que l'Argentine soutient que le risque de nier l'immunité de ce navire de guerre est bien réel et grave parce que « les organes judiciaires ghanéens ont affiché leur volonté de trancher sur le fond [de l'affaire] et, en dépit des immunités dont jouit l'ARA *Libertad*, sur la demande d'exécution du [jugement relatif au] navire » ;

84. *Considérant* que l'Argentine soutient que la menace de poursuivre en justice le commandant de l'ARA *Libertad* « pour refus d'obtempérer aux ordres du tribunal à la suite des événements du 7 novembre constitue un nouveau déni flagrant des immunités de l'Argentine, de l'ARA *Libertad* et de son équipage militaire » ;

85. *Considérant* que l'Argentine affirme que « [la dégradation] de la situation générale de ce navire de guerre, en raison de l'impossibilité d'assurer les interventions de maintenance programmées de ses systèmes, [compromet] la sécurité du navire lors d'une navigation prolongée » ;

86. *Considérant* que l'Argentine soutient que

en raison du long délai requis pour la constitution du tribunal arbitral, pour le déroulement de la procédure correspondante et pour le prononcé de la sentence, il est impossible pour l'Argentine d'attendre l'issue de la procédure sans qu'il soit porté gravement atteinte à l'exercice de ses droits, ou à leur existence même ;

87. *Considérant* que l'Argentine fait valoir que

toute mesure qui impliquerait la soumission de la libération de l'ARA *Libertad* à une condition quelconque, fût-elle de nature pécuniaire ou autre, signifierait en même temps la négation de l'immunité dont les navires de guerre jouissent en vertu de la Convention et du droit international;

88. *Considérant* que le Ghana affirme qu'« il n'existe pas d'urgence telle qu'elle justifie la prescription des mesures demandées dans la période précédant la constitution du tribunal arbitral prévu à l'annexe VII » ;

89. *Considérant* que le Ghana soutient que « contrairement à ce qu'affirme l'Argentine, il n'existe pas de risque réel ou imminent que ses droits subissent un préjudice du fait de l'immobilisation actuelle de l'ARA *Libertad* au port de Tema » ;

82. *Considering* that Argentina states that “[f]urther attempts to forcibly board and move the Frigate without the consent of Argentina would lead to the escalation of the conflict and to serious incidents in which human lives would be at risk”;

83. *Considering* that Argentina contends that the risk of disregard of the warship’s immunity is real and serious because “the Ghanaian judicial authorities have stated their intention to rule on the merits [of the case] and, notwithstanding the immunities enjoyed by the *ARA Libertad*, on the application for execution of the judgment concerning the warship”;

84. *Considering* that Argentina states that the threat to prosecute the Commander of the *ARA Libertad* “for being in contempt of court as a result of the events of 7 November adds a new and flagrant denial to the immunities of Argentina, the *ARA Libertad* and its military staff”;

85. *Considering* that Argentina maintains that “the degradation of the general conditions of the warship due to the impossibility to carry out the scheduled maintenance of its systems, [is] compromising the vessel’s safety for prolonged navigation”;

86. *Considering* that Argentina states that

the time required for the constitution of the arbitral tribunal, for the conduct of the relevant procedure and for the award to be rendered makes it impossible for Argentina to wait for the completion of the procedure without seriously impairing the exercise of its rights, or their very existence;

87. *Considering* that Argentina further states that

any measure which would imply a condition for the release of the *ARA Libertad*, whether it be financial or otherwise, would mean a denial of the immunity enjoyed by warships under the Convention and international law;

88. *Considering* that Ghana contends that “there is no urgency such as to justify the imposition of the measures requested, in the period pending the constitution of the Annex VII arbitral tribunal”;

89. *Considering* that Ghana states that, “[c]ontrary to the Argentina’s submission, there is no real or imminent risk of prejudice to Argentina’s rights caused by the ongoing docking of the *ARA Libertad* at Port Tema”;

90. *Considérant* que le Ghana fait valoir que « [l]es événements du 7 novembre 2012 ne démontrent nullement l'existence d'un risque de préjudice irréparable aux droits de l'Argentine avant la constitution imminente du tribunal prévu à l'annexe VII » ;

91. *Considérant* que le Ghana affirme que « l'autorité portuaire a soigneusement veillé à ce que ce navire et l'équipage restant à bord disposent et contiennent de disposer de tout le nécessaire pour assurer pleinement leur liberté, leur sécurité et leur sûreté » et que

dans l'exercice de son devoir, à savoir faire respecter l'ordonnance rendue par la High Court ghanéenne, l'autorité portuaire a agi de manière raisonnable en évitant le recours à une force excessive et a tenu compte de la valeur historique et culturelle du navire en tentant de le protéger contre tous les risques possibles – y compris en ce qui concerne la sécurité de la navigation et la contamination causée par le mâchefer et le ciment ;

92. *Considérant* que le Ghana fait valoir que « l'Argentine est en mesure d'obtenir la mainlevée immédiate de l'immobilisation de l'ARA *Libertad* en versant une garantie aux tribunaux ghanéens » et que « [p]ar conséquent, tant que le différend reste pendant devant les tribunaux ghanéens, il n'est pas nécessaire que le Tribunal de céans prescrive des mesures supplémentaires pour éviter qu'un quelconque préjudice soit causé aux droits de l'Argentine » ;

* * *

93. *Considérant* que, aux termes de l'article 29 de la Convention

on entend par « navire de guerre » tout navire qui fait partie des forces armées d'un Etat et porte les marques extérieures distinctives des navires militaires de sa nationalité, qui est placé sous le commandement d'un officier de marine au service de cet Etat et inscrit sur la liste des officiers ou un document équivalent, et dont l'équipage est soumis aux règles de la discipline militaire ;

94. *Considérant* que le navire de guerre est l'expression de la souveraineté de l'Etat dont il bat le pavillon ;

95. *Considérant* que, selon le droit international général, le navire de guerre jouit de l'immunité, y compris dans les eaux intérieures, et que le Ghana ne le conteste pas ;

90. *Considering* that Ghana argues that “[t]he events of 7 November 2012 in no way demonstrate that there is a risk of irreparable prejudice to Argentina’s rights prior to the imminent formation of the Annex VII Tribunal”;

91. *Considering* that Ghana states that “the Port Authority has been very careful to ensure that the ship and its remaining crew have been and will continue to be provided with all requirements to ensure their full liberty, safety and security” and that

in exercising their duty to enforce the order of the Ghanaian High Court, the Port Authority has acted reasonably in avoiding the use of excessive force and has taken into account the historical and cultural value of the vessel in trying to protect it from all possible risks – including risks to navigational safety and risks of clinker and cement contamination;

92. *Considering* that Ghana claims that “Argentina has the ability to ensure the immediate release of the ARA Libertad by the payment of security to the Ghanaian courts” and that “[a]ccordingly, while the dispute remains pending before the Ghanaian courts, there is no need for any additional remedy by this Tribunal in order to prevent any prejudice being caused to the rights of Argentina”;

* * *

93. *Considering* that in accordance with **article 29 of the Convention**

94. *Considering* that **a warship is an expression of the sovereignty of the State whose flag it flies;**

95. *Considering* that, in accordance with general international law, a warship enjoys immunity, including in internal waters, and that this is not disputed by Ghana;

96. *Considérant* qu'aux termes de l'article 279 de la Convention, « [l]es Etats Parties règlent tout différend surgissant entre eux à propos de l'interprétation ou de l'application de la Convention par des moyens pacifiques conformément à l'Article 2, paragraphe 3, de la Charte des Nations Unies »;

97. *Considérant* que tout acte qui empêche par la force un navire de guerre d'accomplir sa mission et de remplir ses fonctions est une source de conflit qui peut mettre en péril les relations amicales entre Etats ;

98. *Considérant* que les mesures prises par les autorités ghanéennes qui empêchent l'*ARA Libertad*, navire de guerre appartenant à la Marine argentine, d'accomplir sa mission et de remplir ses fonctions portent atteinte à l'immunité dont jouit ce navire de guerre selon le droit international général ;

99. *Considérant* que les tentatives effectuées par les autorités ghanéennes le 7 novembre 2012 pour monter à bord du navire de guerre *ARA Libertad* et déplacer celui-ci par la force jusqu'à un autre poste d'amarrage sans l'autorisation de son commandant, et la possibilité de voir se reproduire des actes de même nature, montrent la gravité de la situation et mettent en évidence l'urgence et la nécessité de prendre des mesures en attendant que soit constitué le tribunal arbitral prévu à l'annexe VII ;

100. *Considérant* qu'au vu des circonstances de la présente espèce, l'urgence de la situation exige que le Tribunal prescrive, conformément à l'article 290, paragraphe 5, de la Convention, des mesures conservatoires destinées à garantir le plein respect des règles applicables du droit international, préservant ainsi les droits respectifs des Parties ;

101. *Considérant* que l'Argentine et le Ghana doivent, chacun, s'abstenir de tout acte de nature à aggraver ou étendre le différend soumis au tribunal arbitral prévu à l'annexe VII ;

102. *Considérant* que, conformément à l'article 89, paragraphe 5, du Règlement, le Tribunal peut prescrire des mesures totalement ou partiellement différentes de celles qui sont sollicitées ;

103. *Considérant* que, conformément à l'article 95, paragraphe 1, du Règlement, chaque partie est tenue de présenter au Tribunal un rapport d'information sur la mise en œuvre des mesures conservatoires prescrites ;

104. *Considérant* que, de l'avis du Tribunal, il est conforme à l'objectif de la procédure prévue à l'article 290, paragraphe 5, de la Convention que les parties présentent des rapports au tribunal arbitral prévu à l'annexe VII, sauf décision contraire de ce dernier ;

105. *Considérant* qu'il peut s'avérer nécessaire pour le Tribunal de demander aux Parties un complément d'information sur la mise en œuvre des mesures

96. *Considering* that, in accordance with article 279 of the Convention, “States Parties shall settle any dispute between them concerning the interpretation or application of this Convention by peaceful means in accordance with Article 2, paragraph 3, of the Charter of the United Nations”;

97. *Considering* that any act which prevents by force a warship from discharging its mission and duties is a source of conflict that may endanger friendly relations among States;

98. *Considering* that actions taken by the Ghanaian authorities that prevent the *ARA Libertad*, a warship belonging to the Argentine Navy, from discharging its mission and duties affect the immunity enjoyed by this warship under general international law;

99. *Considering* that attempts by the Ghanaian authorities on 7 November 2012 to board the warship *ARA Libertad* and to move it by force to another berth without authorization by its Commander and the possibility that such actions may be repeated, demonstrate the gravity of the situation and underline the urgent need for measures pending the constitution of the Annex VII arbitral tribunal;

100. *Considering* that, under the circumstances of the present case, pursuant to article 290, paragraph 5, of the Convention, the urgency of the situation requires the prescription by the Tribunal of provisional measures that will ensure full compliance with the applicable rules of international law, thus preserving the respective rights of the Parties;

101. *Considering* that Argentina and Ghana shall each ensure that no action is taken which might aggravate or extend the dispute submitted to the Annex VII arbitral tribunal;

102. *Considering* that, in accordance with article 89, paragraph 5, of the Rules, the Tribunal may prescribe measures different in whole or in part from those requested;

103. *Considering* that, pursuant to article 95, paragraph 1, of the Rules, each party is required to submit to the Tribunal a report and information on compliance with any provisional measures prescribed;

104. *Considering* that, in the view of the Tribunal, it is consistent with the purpose of proceedings under article 290, paragraph 5, of the Convention that parties also submit reports to the Annex VII arbitral tribunal, unless the arbitral tribunal decides otherwise;

105. *Considering* that it may be necessary for the Tribunal to request further information from the Parties on the implementation of provisional measures

conservatoires et qu'il convient d'autoriser le Président à demander ces informations en application de l'article 95, paragraphe 2, du Règlement ;

106. *Considérant* que la présente ordonnance ne préjuge en rien la question de la compétence du tribunal arbitral prévu à l'annexe VII pour connaître du fond de l'affaire, ni aucune question relative au fond lui-même, et qu'elle laisse intact le droit de l'Argentine et du Ghana de faire valoir leurs moyens en ces matières (voir *Navire « Louisa » (Saint-Vincent-et-les Grenadines c. Royaume d'Espagne)*, mesures conservatoires, ordonnance du 23 décembre 2010, *TIDM Recueil 2008-2010*, p. 58, à la p. 70, par. 80) ;

107. *Considérant* que, dans la présente espèce, le Tribunal ne voit pas de raison de s'écarter de la règle générale, énoncée à l'article 34 du Statut, selon laquelle chaque partie supporte ses frais de procédure ;

108. *Par ces motifs*,

LE TRIBUNAL,

1) à l'unanimité,

prescrit, en attendant la décision du tribunal arbitral prévu à l'annexe VII, les mesures conservatoires ci-après, en vertu de l'article 290, paragraphe 5, de la Convention :

Le Ghana doit procéder immédiatement et sans condition à la mainlevée de l'immobilisation de la frégate *ARA Libertad* ; il doit faire en sorte que la frégate *ARA Libertad*, son commandant et son équipage puissent quitter le port de Tema et les zones maritimes sous juridiction ghanéenne ; et il doit veiller à ce que la frégate *ARA Libertad* soit avitaillée à cette fin.

2) à l'unanimité,

décide que l'Argentine et le Ghana, chacun en ce qui le concerne, lui présenteront au plus tard le 22 décembre 2012 le rapport initial visé au paragraphe 103, et autorise le Président à leur demander tout complément d'information qu'il jugera utile après cette date.

3) à l'unanimité,

décide que chaque Partie supportera ses frais de procédure.

and that it is appropriate that the President be authorized to request such information in accordance with article 95, paragraph 2, of the Rules;

106. *Considering* that the present Order in no way prejudges the question of the jurisdiction of the Annex VII arbitral tribunal to deal with the merits of the case, or any questions relating to the merits themselves, and leaves unaffected the rights of Argentina and Ghana to submit arguments in respect of those questions (see *M/V “Louisa” (Saint Vincent and the Grenadines v. Kingdom of Spain)*, *Provisional Measures*, *Order of 23 December 2010*, *ITLOS Reports 2008-2010*, p. 58, at p. 70, para. 80);

107. *Considering* that, in the present case, the Tribunal sees no reason to depart from the general rule, as set out in article 34 of its Statute, that each party shall bear its own costs;

108. *For these reasons*,

THE TRIBUNAL,

(1) Unanimously,

Prescribes, pending a decision by the Annex VII arbitral tribunal, the following provisional measures under article 290, paragraph 5, of the Convention:

Ghana shall forthwith and unconditionally release the frigate *ARA Libertad*, shall ensure that the frigate *ARA Libertad*, its Commander and crew are able to leave the port of Tema and the maritime areas under the jurisdiction of Ghana, and shall ensure that the frigate *ARA Libertad* is resupplied to that end.

(2) Unanimously,

Decides that Argentina and Ghana shall each submit the initial report referred to in paragraph 103 not later than 22 December 2012 to the Tribunal, and authorizes the President to request such information as he may consider appropriate after that date.

(3) Unanimously,

Decides that each Party shall bear its own costs.

Fait en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, dans la Ville libre et hanséatique de Hambourg, le quinze décembre deux mille douze, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives du Tribunal et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République argentine et au Gouvernement de la République du Ghana.

Le Président,
(*signé*) SHUNJI YANAI

Le Greffier,
(*signé*) Philippe GAUTIER

M. Paik, *juge*, joint à l'ordonnance du Tribunal l'exposé de sa déclaration.

M. Chandrasekhara Rao, *juge*, joint à l'ordonnance du Tribunal l'exposé de son opinion individuelle.

MM. Wolfrum et Cot, *juges*, joignent à l'ordonnance du Tribunal l'exposé de leur opinion individuelle commune.

M. Lucky, *juge*, joint à l'ordonnance du Tribunal l'exposé de son opinion individuelle.

Done in English and in French, both texts being equally authoritative, in the Free and Hanseatic City of Hamburg, this fifteenth day of December, two thousand and twelve, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Tribunal and the others transmitted to the Government of the Argentine Republic and the Government of the Republic of Ghana, respectively.

(signed) Shunji YANAI
President

(signed) Philippe GAUTIER
Registrar

Judge Paik appends a declaration to the Order of the Tribunal.

Judge Chandrasekhara Rao appends a separate opinion to the Order of the Tribunal.

Judges Wolfrum and Cot append a joint separate opinion to the Order of the Tribunal.

Judge Lucky appends a separate opinion to the Order of the Tribunal.